

Les moyens techniques de l'évasion fiscale ATTAC - Romans

*Informations destinées uniquement aux
pratiquants de l'optimisation fiscale, du
nomadisme fiscal et de l'évitement fiscal, aux
rescrits fiscaux, aux services offshore*

Règle n°1 et unique

Ne pas laisser de traces

Nous vous recommandons de suivre le processus et les précautions suivantes pour lors de la création de votre société offshore :

- [Ne stockez aucune information sur le disque de votre PC](#)
- [Obtenez une carte de paiement pré-payée anonyme](#)
- Créez un compte email anonyme
- Prenez un abonnement VPN et utilisez TorProject
- Créez un compte VOIP (Skype ou autre) pour vos appels téléphoniques
- Sélectionnez votre prestataire pour la création de votre société offshore: exemples: très cher MaSociétéUS.com (1000 \$) ou moins cher: LLCINC (179 \$)
- Ouvrez un compte bancaire pour votre société offshore
- C'est fait : il ne vous reste plus qu'à mettre en place [les schémas de facturation, source: site ParadisFiscaux2.0](#)

Pourquoi créer sa société offshore

« Une société offshore est une société ayant établi son siège social dans un pays étranger dans lequel elle n'exerce pas d'activité et au sein duquel les associés ne résident pas fiscalement.

Il s'agit donc d'une société non résidente qui profite de par sa situation, de certains avantages opérationnels ou fiscaux. La structure est donc gérée de l'extérieur et n'utilise pas les ressources du pays d'accueil. Elle doit cependant généralement être représentée par un correspondant local. » site Ma

SociétéUS.com

1209 North Orange Street à Wilmington;
Etat du Delaware, regroupant les sociétés
américaines les plus connues du monde



Comment créer sa société offshore aux USA

- obtenir un numéro de téléphone aux USA, *par carte pré-payée*
- créer une adresse aux USA, *dans une société boîte aux lettres*
- remplir un formulaire USPS 1583, *document qui permet à un tiers de gérer et réexpédier le courrier*
- enregistrer la LLC sous un nom disponible, *mais surtout pas le vôtre*
- récupérer un EIN international (= carte d'identité de la LLC) et un Certificate of Good Standing (= document d'immatriculation de la LLC) émis par l'Etat,
- ouvrir un compte bancaire professionnel, obligatoire par l'Internal Revenue Service = administration chargée des impôts
- réaliser la maintenance de la LLC, frais pour la conserver qui varient suivant les Etats (minimum 100\$)
- déclarer les revenus enregistrés par la LLC, *même s'ils sont nuls (pas d'impôt dans ce cas-là)*

Bien choisir le lieu

- Eviter les Etats qui ont défrayé la chronique depuis 15 ans: Panama,
- Choisir un Etat où la fiscalité et les contrôles sont a minima.
- Eviter les Etats qui ont été visés par les Pandora Papers (05 octobre 2021)
- Ne pas se fier aux diverses listes de PF: noires, grises, blanches... à géométrie variable selon les époques

Pourquoi aux USA?

Pas d'impôt sur les sociétés

Particuliers, entités commerciales, résidents ou étrangers peuvent devenir membres d'une société LLC = Limited Liability Company = en français: compagnie à responsabilité limitée

Anonymat du propriétaire ou des propriétaires (=membres)

Les membres de la LLC peuvent imputer les pertes financières sur leur impôt sur le revenu

Protection personnelle des membres contre les dettes (pas de saisie possible)

Distribution souple des bénéfices

Pas d'obligation de tenir une comptabilité

Coût de création d'une LLC: environ 250\$

Liste des Etats paradis fiscaux aux Etats – Unis d'Amérique et extérieur

- Delaware
- Wyoming
- Nevada: pas d'impôt sur les revenus, sur les dividendes, les plus-values, sur les sociétés. Pas de droit de succession.
- Dakota du sud
- Nouveau Mexique
- Floride
- Texas
- Wisconsin
- Îles Vierges américaines
- Îles Samoa américaines

Ce qu'il faut éviter

- Etre résident aux USA. Donc être un « Non Resident Alien » = étranger non – résident
- Exercer une activité commerciale aux USA
- Eviter d'avoir des employés américains

L'évasion fiscale, combien ça coûte?

- **L'évasion fiscale en France (particuliers + entreprises)** : de 80 à 100 milliards d'euros par an, selon le rapport du syndicat Solidaire-finances publiques. Cela représente un montant supérieur au budget de l'Education nationale (52 milliards d'euros), l'un des postes les plus importants de l'Etat.
- **L'évasion fiscale dans le monde (particuliers + entreprises)** : 427 milliards de dollars par an (360 milliards d'euros) selon la dernière étude du réseau international Tax Justice Network (novembre 2020)

Pour comprendre, quelques définitions (source: OXFAM)

- **La fraude fiscale** est le fait pour un contribuable – particulier ou une entreprise – de contourner volontairement la législation fiscale par des moyens illégaux. La fraude expose ceux qui la pratiquent à des sanctions judiciaires. Comme exemples on peut citer la fraude à la TVA, la fraude à l'impôt sur les sociétés, des comptes bancaires dissimulés à l'étranger, l'usage d'une fausse identité ou de faux documents
- **L'optimisation fiscale** est le fait d'échapper à l'impôt par des moyens légaux, à l'aide de niches fiscales ou de régimes dérogatoires par exemple. Elle est basée sur une « réelle substance économique », c'est-à-dire un vrai projet, de réelles activités avec de « vraies » personnes pour les réaliser. Par exemple, investir dans un secteur en particulier pour bénéficier d'un crédit d'impôt est basé sur un vrai projet qui aura des retombées économiques concrètes. **Si l'optimisation est légale, elle peut être juridiquement considérée comme illégale lorsqu'elle utilise des moyens illégaux ou si elle constitue un abus de droit, une injustice.**
- **L'évasion fiscale** est une « zone grise » à l'intersection de l'optimisation et de la fraude. Elle recouvre l'ensemble des comportements des particuliers ou des entreprises qui visent à réduire le montant des impôts dont ils doivent normalement s'acquitter via des montages sans véritable substance économique justifiant ces comportements. C'est le cas lorsque des particuliers ou des entreprises délocalisent artificiellement leurs revenus ou leurs bénéfices dans un pays différent de celui où ils ont leurs activités économiques, et où les taux d'imposition sont très faibles, voire nuls comme dans les « paradis fiscaux ».

L'évasion fiscale prive les pays en développement de près de 170 milliards de dollars chaque année.

Et maintenant.....

..... Qu'allons – nous
faire????????????????

